

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrière/éolien
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JACQUES Claude

Pastura de la Fouon
48100 Lachamp-Ribennes

Références : -
Code AIOT : 0006602142

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement JACQUES Claude implanté Pastura de la Fouon 48100 Lachamp-Ribennes. L'inspection a été annoncée le 14/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JACQUES Claude
- Pastura de la Fouon 48100 Lachamp-Ribennes
- Code AIOT : 0006602142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Claude JACQUES, exploite de façon très limitée la carrière sise au lieu-dit «Pastura de la Fouon» à Lachamp-Ribennes comme en témoignent les déclarations GEREPP de ces dernières années, dans l'optique de ne pas en perdre l'autorisation, dans l'attente de la décision de reprise ou non de l'un de ces deux enfants et dans la négative conserver la possibilité de céder la durée de l'autorisation restante (échéance au 16 janvier 2034) à un tiers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Repère de nivellement et de bornage	Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 1.10.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistances des installations classées	Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 1.4	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
4	Entretien des véhicules et engins	Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 3.2	Sans objet
5	Élimination des déchets internes	Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière reste très limitée (environ 10 tonnes/an) et stable, la phase d'exploitation est la même depuis 2014.

Le plan d'exploitation actualisé, bien que réalisé à la main et avec une précision relativement faible, est jugé suffisant compte tenu des moyens et des faibles enjeux du site.

Cependant, l'absence de bornes de nivellement et de poteaux métalliques constitue une non-conformité qui font l'objet de suite.

Par ailleurs, aucune pollution ni stockage de produits dangereux n'est constaté sur site. L'entretien de l'engin est effectué hors site, limitant les risques de pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistances des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation et conditions préalables
Prescription contrôlée :

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :

Tonnages maximum annuels à extraire: 800 tonnes

Tonnages moyens annuels à extraire : 200 tonnes

Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 7692 m²

dont superficie de la zone à exploiter : 3839 m²

Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : schistes

Modalités d'extraction : engins mécaniques, explosifs

Hauteurs maximales des fronts : 15 m

Largeur minimum des banquettes : 7 m

Côtes limites NGF d'extraction : min 925 m / max 945 m

Constats :

L'exploitant extrait environ 10 tonnes de matériaux par an, dont 2 tonnes de lauzes, à l'aide d'une pelle mécanique, principalement pour un usage personnel et de loisir, avec quelques ventes ponctuelles.

L'exploitation est toujours dans la même phase que celle de 2014.

En 2024, l'exploitant a réduit la hauteur du front d'exploitation, atteignant environ 9 à 10 mètres, notamment en remblayant la banquette avec les déchets d'extraction.

Par ailleurs, l'exploitant a exprimé ses difficultés vis à vis des exigences réglementaires, en particulier concernant la nouvelle procédure de cessation d'activité, qu'il juge disproportionnée pour son exploitation. Il indique que le coût de la cessation est bien supérieur aux garanties financières constituées et qu'il ne sera pas en mesure de recourir à une entreprise certifiée pour la réalisation des attestations de remise en état, comme exigé depuis le 1^{er} juin 2022 par le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021, pris en application de l'article 57 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 (loi « ASAP »). Il précise néanmoins qu'il procédera à la remise en état du site tel que prévue dans son arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15

Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans

Prescription contrôlée :

Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;

- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

Un plan d'exploitation actualisé, réalisé à la main, a été présenté lors de l'inspection. Ce plan mentionne:

- les limites d'exploitation ;
- les bords de la fouille ;
- les cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la bande de 10 mètres depuis les limites de l'autorisation.

Ce plan est similaire à celui transmis à l'inspection à la suite de la visite du 29 juin 2021. La version actualisée de ce document a également été transmise par l'exploitant le 19 avril 2025.

Bien que ce plan soit établi à l'aide d'outils de mesure à précision limitée (de l'ordre du mètre) et selon une échelle approximative, il est jugé suffisant. Cette appréciation repose sur la faible activité du site, restée dans la même phase d'exploitation depuis 2014, l'absence d'évolution significative de l'exploitation, et les enjeux limités en matière de risques, de sécurité et d'intégration paysagère. Dans ce contexte, il n'apparaît pas proportionné d'exiger un plan topographique réalisé par un prestataire spécialisé. Le plan présenté permet de vérifier le respect des prescriptions prévues à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Repère de nivellement et de bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 1.10.1.3

Thème(s) : Autre, Portée de l'autorisation et conditions préalables

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :
1°/ Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Les bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres. de hauteur peints en blanc et repérés suivant le plan de bornage précité.

2°/ Des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Il est constaté la présence de quatre bornes matérialisant les limites du périmètre d'autorisation. En revanche, il est également constaté l'absence de bornes de nivellement ainsi que de poteaux métalliques peints en blanc, tels que prescrits à l'article 1.10.1.3 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article suscit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit installer des bornes de nivellement ainsi que de poteaux métalliques peints en blanc, tels que prescrits à l'article 1.10.1.3 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien des véhicules et engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : L'entretien courant des véhicules et autres engins mobiles s'effectuera exclusivement sur des aires spécialement aménagées, dans les conditions prévues ci-après.
Constats : L'exploitant indique que l'entretien courant et le remplissage en carburant de la pelle mécanique sont réalisés en dehors du site. Aucune aire spécialement aménagée pour ces opérations n'est donc présente au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Élimination des déchets internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés au minimum pendant 3 ans. Cette disposition concerne entre autre les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants. Les huiles usagées et les huiles de vidange doivent être récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles doivent être cédées à un ramasseur ou à éliminateur agréé dans les conditions prévues par le décret n° 85-387 du 29 mars 1985
Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir constaté de fuite d'hydrocarbure de la pelle mécanique.
Le jour de l'inspection, aucune trace de pollution ni de déchets banals souillés n'est observée sur le site. Il est également constaté l'absence de stockage de fluides susceptibles de polluer les sols et les eaux.

Type de suites proposées : Sans suite